



Genève, le 11 août 1987
1, place du Bourg-de-Four

POUVOIR JUDICIAIRE
JUGE D'INSTRUCTION

Palais de Justice
Correspondance : case postale 414
1211 Genève 3
Téléphone 27 26 11

Docteur Jean REY-BELLET
Hôpital de Malevoz

1870 - MONTHEY

P. p. No 2018/80/KA/bs

A rappeler dans toute correspondance
avec prière d'adresser votre courrier
au signataire de la présente.

COPIE

Concerne : P.P. 2018/80 - Décès de Monsieur Alain URBAN
Projet de contre-expertise

Docteur,

Me référant à notre entretien téléphonique de ce jour, je vous confirme être chargé d'instruire la procédure pénale ci-dessus mentionnée ouverte le 29 juin 1980 par Monsieur le Procureur général pour élucider les circonstances du décès de Monsieur Alain URBAN.

Requis par la partie civile d'une requête de contre-expertise, je me propose de vous confier la mission suivante :

- a) La mesure d'isolement en cellule d'Alain URBAN, avant la cure de sommeil, était-elle justifiée dans son principe, sa durée et ses modalités ?
- b) Cette cure de sommeil a-t-elle été prescrite en vertu d'une indication réelle, valable et reconnue ?
- c) A-t-il été constaté médicalement qu'Alain URBAN souffrait d'une bronchite et, dans l'affirmative, cet élément constituait-il une contre indication absolue à la cure de sommeil ?
- d) Les contrôles de l'état du patient, pendant cette cure, ont-ils été suffisants, le cas échéant, certaines constatations auraient-elles dû être faites qui devaient conduire à l'interruption de cette cure ?

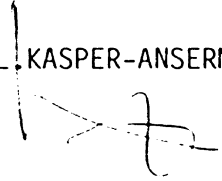
- e) Les médicaments administrés à Alain URBAN, compte tenu de leurs quantités, de leurs qualités, et de leurs interactions réciproques, étaient-ils compatibles avec les normes reconnues d'une cure de sommeil ?
- f) Quelles sont les causes cliniques de la mort d'Alain URBAN ?
- g) Au regard des normes reconnues et admissibles en matière de cure de sommeil et de traitements psychiatriques, y a-t-il eu erreur ou faute médicale lors du traitement d'Alain URBAN ?

Afin que vous puissiez vous déterminer rapidement quant à l'exécution d'une telle mission, je vous transmets en annexe une copie du rapport établi par le Collège des experts le 30 avril 1982, du rapport de l'Institut de Médecine légale du 11 mai 1984, du rapport complémentaire du Collège des experts du 18 juillet 1984 ainsi que du procès verbal de l'audience de confrontation des experts du 21 janvier 1987, ce qui devrait également vous permettre de déterminer le coût de cette expertise.

Je vous invite, eu égard à la prescription pénale qui devrait intervenir d'ici là fin de l'année, à me faire part de votre réponse dès que possible ainsi que du délai dans lequel vous estimez pouvoir déposer votre rapport définitif.

En vous remerciant, par avance, de votre diligence, je vous prie d'agréer, Docteur, l'expression de mes sentiments distingués.

Le Juge d'instruction :

L. KASPER-ANSERMET


Annexes ment.

Cc pour information : Me Nils De DARDEL, avocat.